

Les fondements historiques de l'intégration latino-américaine

LA POLITIQUE INTERNATIONALE des États sur tous les continents de la planète est marquée depuis quelques décennies par la tendance de plus en plus manifeste à constituer des regroupements en vue de créer de grands ensembles régionaux ou sous-régionaux à vocation économique et/ ou politique. C'est ce que l'on désigne sous le vocable *intégration*.

Le concept d'intégration recouvre des approches et des perspectives tout aussi diverses que les objectifs visés par les pays qui s'engagent dans un processus d'intégration. Considérée par certains comme l'option politique la plus appropriée aujourd'hui pour faire face aux défis de notre temps tels que la compétitivité ou le développement économique, l'intégration est perçue comme une construction plus viable que celle des États actuels, susceptible de créer de meilleures conditions permettant d'accroître les capacités d'action dans tous les domaines d'échanges inter-étatiques, grâce aux opportunités plus nombreuses qu'offrent les espaces géographiques qu'elle crée, tout en favorisant la paix par le rapprochement et le brassage des peuples. Pour d'autres elle est aussi un rempart contre les tendances hégémoniques de certains États ou de sociétés multinationales : c'est l'union qui fait la force.

Cependant, il n'existe pas de modèle d'intégration universel unique. Les multiples expériences menées çà et là dans le monde sont autant d'approches différentes ; aussi bien dans leur genèse que par rapport aux résultats obtenus par chaque regroupement. Contrairement à l'Europe où la démarche est unitaire au sein de l'Union européenne (U.E) qui a succédé à la Commission économique européenne (C.E.E), et dont le processus est dynamique, dans le Tiers monde en général il est laborieux, à l'exemple de l'Amérique latine qui semble encore, au regard des nombreuses et diverses

expériences entreprises au cours des dernières décennies, voire depuis toujours, chercher une stratégie devant lui permettre de réaliser son intégration.

Quand on parle d'intégration en Amérique latine aujourd'hui, on pense tout de suite au processus en cours actuellement et aux organisations sous-régionales existantes telles que le Marché Commun du Sud (MERCOSUR), la Communauté Andine de Nations (CAN) qui a remplacé le Pacte Andin, la Communauté Économique des Caraïbes (CARICOM), etc... ou aux structures hémisphériques comme l'Accord de Libre-échange Nord-Américain (l'ALENA) ou le projet de Zone de Libre-échange des Amériques (ZLEA). Nous les aborderons plus tard.

L'intégration latino-américaine a une histoire et celle-ci nous révèle que l'idéal intégrationniste latino-américain remonte aux toutes premières aspirations à l'indépendance des anciennes colonies espagnoles d'Amérique elle s'inscrit, dès cette époque là déjà, comme projet politique dans les objectifs des indépendantistes américains.

C'est à ce passé que nous consacrons cette étude pour connaître les fondements de la volonté d'union exprimée par les précurseurs et les protagonistes du mouvement d'émancipation, dans la perspective d'une étude de l'évolution de l'idée d'intégration en Amérique latine.

Nous considérons l'intégration ici en tant que fait politique réel et non comme une idée abstraite ; c'est à dire à partir du moment où, au delà de la simple aspiration exprimée par des penseurs, des projets sont conçus, des contacts sont noués par des personnalités politiques de différents territoires, des réunions se tiennent à ce sujet à l'échelle du continent, des décisions sont prises (traités ou accords d'union) et des regroupements voient le jour. Pour le montrer, nous évoquerons quelques initiatives entreprises à cet effet, ainsi que les acteurs qui y ont contribué. Notamment Simon Bolivar dont nous soulignons l'impact de la pensée politique dans l'affermissement de l'idée d'union et l'importance de son œuvre dans la concrétisation de celle-ci. Puis nous décrivons l'évolution de cette idée d'union, de l'américanisme hispano-américain initial au latino-américanisme (sous-continental). Mais pour comprendre ce qui a conduit les Créoles à envisager un tel projet, nous nous intéressons d'abord au contexte colonial qui a engendré les sentiments qui ont permis l'affirmation de l'identité américaine par rapport à l'Espagne.

I. Prise de conscience identitaire et éveil patriotique chez les Créoles à l'aube des indépendances

L'intégration latino-américaine trouve ses fondements dans l'émergence d'une conscience américaine à l'aube des indépendances. Cette conscience commence à se manifester à la fin du XVIII^e siècle lorsque la métropole introduit des réformes dans les colonies pour accroître l'intervention de l'État et renforcer son monopole dans quasiment tous les secteurs d'activité, au détriment de l'élite créole émergente, comme le montre John Lynch :

A la vez que España intentaba aplicar un control burocrático mayor, también se preocupaba por reafirmar un control económico más estrecho. El objetivo no era tan sólo erosionar la posición de los extranjeros, sino también destruir la autosuficiencia de los criollos, hacer que la economía colonial trabajara directamente para España...¹

Ce « nouvel impérialisme » comme le désigne Lynch, qui visait, selon lui, à « *incrementar la situación colonial de América y hacer más pesada su dependencia* »², fut très mal ressenti par les Créoles et perçu non seulement comme une atteinte à leurs intérêts et une entrave à leurs ambitions, mais aussi comme une remise en cause des transformations observées dans la société coloniale dès la fin du XVII^e siècle qui avaient permis aux Créoles d'acquiescer des positions sociales de choix. En effet, « entre 1687, quand la Couronne espagnole met en vente des charges d'*oidores* (magistrats d'audience), et 1750, lors de l'approbation de la Réforme bourbonnienne, les Créoles élargissent progressivement leur rôle intellectuel, économique et militaire dans l'administration des audiences et des capitaineries. Ainsi, par exemple, vers 1779, les représentants des intérêts locaux composent plus de la moitié du régiment de la Havane et dominent les administrations de Lima, Santiago, Charcas et Quito, futurs sièges de gouvernement de plusieurs pays : Pérou, Chili, Bolivie et Équateur »³.

Cet essor des Créoles fut tel que :

¹ John Lynch, *Las revoluciones hispanoamericanas 1808-1826*, Barcelona, ed. Ariel historia, 1998, p. 17-18.

² John Lynch, *op. cit.*, p. 9.

³ German A. De la Reza, « Entre l'utopie et la connaissance des moyens (les 1^{ers} essais d'intégration latino-américaines) » in : *Enjeux et limites de l'intégration américaine*, sous la direction d'Alain Musset, Paris, IHEAL édition, 2001, p.17.

a finales del siglo XVII Hispanoamérica se había emancipado de su dependencia inicial de España,

si l'on en croit Lynch. Si bien que, toujours selon lui,

Cuando la injusticia, las escaseces y los elevados precios del sistema de monopolio español se hicieron más flagrantes, las colonias ampliaron las relaciones económicas entre sí, y el comercio intercolonial se desarrolló vigorosamente, independientemente de la red transatlántica. El crecimiento económico fue acompañado de cambio social, formándose una élite criolla de terratenientes y otros, cuyos intereses no siempre coincidían con los de la metrópoli⁴.

Quelques données offertes par Zacarias Moutoukias donnent une indication des proportions du volume d'échanges commerciaux entre les régions d'une part, et entre l'Amérique et la métropole d'autre part, qui permettent d'accréditer l'idée selon laquelle le commerce inter-colonial avait pris de l'essor au détriment de l'axe transatlantique dès le milieu du XVI^e siècle. D'après lui, si

Traducir en órdenes de magnitud los calificativos es bastante incierto en el estado actual de las investigaciones, (...) allí donde hay datos, éstos muestran sin lugar a dudas que aun en mercados como Potosí, el 90% del valor de las mercancías consumidas correspondía a productos provenientes del interior del espacio americano y sólo el 10% restante a importaciones de Europa. Si sólo nos detenemos en los insumos utilizados por la industria minera, las proporciones son de un 95% y un 5% respectivamente. Cálculos más fiables y precisos, presentados por Tandeter, muestran que casi dos siglos después, a finales del siglo XVIII, las proporciones eran similares ; y una estimación de Garavaglia para Nueva España y el Perú concluye que las mercancías americanas representaban entre el 80% y el 85% del valor del conjunto de las transacciones de los mercados interiores⁵.

Ces chiffres confirment bien le constat fait par Carlos Malamud qui note que :

⁴ John Lynch, *op. cit.* p.10.

⁵ Zacarias Moutoukias, « El comercio interregional », in : *Historia general de América latina III, 1(consolidacion del orden colonial)*, Paris, ediciones Unesco/ editorial Trotta, 2000, p.133-134.

en Amérique existían importantes flujos mercantiles, no sólo locales sino también regionales e intercoloniales, orientados básicamente al abastecimiento de las ciudades y centros mineros, y que favorecían los contactos entre regiones situadas a gran distancia las unas de las otras ...⁶

Il en résulte que le commerce était un facteur essentiel d'établissement des relations entre les populations des différentes colonies dont

Las élites criollas se encontraban ya bien establecidas en toda América, con intereses creados en la tierra, la minería y el comercio, lazos duraderos de parentesco y alianza con la burocracia colonial, y un fuerte sentido de identidad regional⁷.

La politique instaurée par la Réforme bourbonienne freina les échanges entre les colonies et eut pour effet la régression des Créoles et leur perte d'influence. Elle raviva et exacerba donc des frustrations séculaires du système colonial nourries par l'oppression et l'injustice (inégalités sociales, entraves à la liberté de commerce, discriminations de toutes sortes...), provoquant des ressentiments qui amèneront les colonisés à une prise de conscience de leur situation désavantageuse et, en définitive, à la naissance d'une conscience patriotique; celle d'être une entité à part: l'Amérique; celle d'avoir une identité propre: être Américains. Ce qu'atteste Alexander Von Humbolt, cité par Lynch, qui remarqua que :

Los criollos prefieren que se les llame **americanos**; y desde la paz de Versalles, y especialmente desde 1789, se les oye decir muchas veces con orgullo: **yo no soy español; soy americano**⁸.

La conscience d'avoir une identité différente de celle du colonisateur, par référence au continent de naissance, et la manifestation de celle-ci, vont être le dénominateur commun, le sentiment fédérateur des colonisés hispano-américains créoles de toutes les régions dans la défense de leurs intérêts contre ceux du colonisateur. Il n'est donc pas étonnant que le Vénézuélien Francisco de Miranda, considéré comme le précurseur de l'idée d'union de l'Amérique hispanique, ait envisagé que :

6 Carlos Malamud, « El comercio colonial », in : *Historia de América (temas didácticos)*, Madrid, Editorial universitas S.A., 1993, p.186.

7 John Lynch, *op. cit.*, p.14.

8 John Lynch, *op. cit.* p.9.

La independencia de las colonias españolas en América debía ser enmarcada por un acuerdo general que armonizara sus intereses y que conformara un sistema de gobierno común. (...) En 1790 propuso al ministro inglés Pitt que apoyara la formación de una confederación independiente en América bajo la autoridad de un Inca. (...) Al año siguiente lanzó una carta a los americanos en la que instaba a la formación de una unión americana independiente⁹.

C'est cette prise de conscience identitaire, transcendant les limites des régions érigées par le colonisateur et celles des anciens empires précolombiens qui va servir de fondement au nationalisme continental exalté par les principaux leaders du mouvement d'émancipation ainsi que de plateforme à l'anticolonialisme. Dès lors, la référence identitaire et territoriale prépondérante chez les dirigeants du mouvement d'émancipation sera le continent et non la région d'origine. Ainsi, Hidalgo dans son manifeste du 15 décembre 1810 utilise l'adjectif *americanos* pour s'adresser à ses concitoyens de la Nouvelle-Espagne, dans une perspective continentale, en disant :

Abrid los ojos, americanos,... os engañais, americanos... rompamos, americanos, estos lazos de ignominia con que nos han tenido ligados tanto tiempo; para conseguirlo, no necesitamos sino unirnos. Establezcamos un congreso que se componga de representantes de todas las ciudades, villas y lugares de este reino¹⁰.

Quant à Bolivar, il déclara tout simplement : « para nosotros la patria es América »¹¹. D'où sa vision unitaire de l'Amérique espagnole qu'il va développer dans ses écrits, notamment dans la célèbre Lettre de Jamaïque où il dit :

Es una idea grandiosa pretender formar de todo el Mundo Nuevo una sola nación con un solo vínculo que ligue sus partes entre sí y con el todo. Ya que tiene un origen, una lengua, unas costumbres y una religion, debería, por consiguiente, tener *un solo gobierno* que confederase los diferentes estados que hayan de formarse. (...) Qué bello sería que el istmo de Panamá

⁹ Edmundo A. Heredia, « Primeras misiones integracionistas latinoamericanas (1810-1826) », in : *Anuario de Estudios Americanos*, L2, Sevilla, Escuela de estudios hispano-americanos de Sevilla, 1993, p.190.

¹⁰ Miguel Hidalgo Y Costilla, extrait du manifeste du 15 décembre 1810, aussi connu sous le titre de « El grito de Dolores »

¹¹ Cité par Eduardo Galeano, in : *Las venas abiertas de América Latina*, p. 457.

fuese lo que el de Corinto para lo griegos! Ojalá que algún día tengamos la fortuna de instalar allí un augusto congreso de los representantes de las repúblicas, reinos e imperios a tratar y discutir sobre los altos intereses de la paz y de la guerra, con las naciones de las tres partes del mundo¹².

C'est dans cette optique qu'en prélude au Congrès de Panama qu'il convoquera, et qui se réunira en 1826, que Bolivar dépêchera des émissaires au Mexique, au Pérou au Chili et à Buenos Aires pour conclure des accords bilatéraux d'union avec la Grande Colombie. Ce que fait Miguel de Santamaría qui signe le **Tratado de Amistad, Liga y Confederación** entre le Mexique et la Colombie le 3 octobre 1823. Parti, lui, pour les trois autres pays avec la même mission, Joaquin Mosquera y Arboleda signe le **Tratado de Unión, Liga y Confederación** entre la Colombie et le Pérou le 6 juillet 1822, à Lima ; entre la Colombie et le Chili le 21 octobre de la même année. De Buenos Aires il ramenera un **Tratado de Amistad y Alianza** signé le 8 mars 1823¹³.

San Martín non plus n'était pas en reste dans les projets d'union des anciennes colonies espagnoles. Il envisageait la création d'une confédération entre l'Argentine, le Chili et le Pérou.

Beaucoup d'autres à la même époque ont exprimé le même vœu de s'unir. Dès les premières révolutions d'indépendance, des émissaires parcourent le continent aussi bien pour promouvoir leur cause, solliciter de l'aide, que pour négocier des alliances ou des traités d'union entre différents territoires. C'est le cas de :

La Junta de Caracas (que) envió a Bogotá al Chileno José Cortés de Madariaga para que concluyera un tratado de alianza y promoviera la unión de Venezuela y Nueva Granada (...) Su misión obtuvo el mayor éxito con la firma del Tratado Lozano-Madariaga, en 1811, y a partir de entonces los dos países actuarían en conjunto en la lucha contra España. El acuerdo fijaba el compromiso mutuo de establecer, cuando las circunstancias lo permitieran, una **Confederación General**¹⁴.

De la même manière,

¹² Simón Bolivar, « Contestacion de un Americano meridional a un caballero de esta isla », in : *Escritos políticos*, introducción de Rufino Blanco fombona, México, editorial Porrúa, 1986, p. 74. Ce texte est plus connu sous le titre *La Carta de Jamaica*.

¹³ Edmundo A. Heredia, *op. cit.*, pp. 219 et 223.

¹⁴ *Ibidem*, p. 198.

desde el año de 1810, el Directorio chileno proponía la formación de una confederación de Pueblos del Pacífico. Un año más tarde, Chile manifestaba su deseo de unirse con Venezuela. También en 1811, los antiguos estados de Caracas y Cundinamarca suscribían en Bogotá un **Tratado de Amistad, Alianza y Federación**¹⁵.

Toutes choses qui ont fait dire à Eduardo Galeano que :

América nacía como un solo espacio en la imaginación y la esperanza de Simón Bolívar, José Artigas y José de San Martín¹⁶.

C'est dans cet esprit d'union que la lutte pour l'indépendance sera menée. Ce qui s'est traduit dans les faits par une collaboration transfrontalière des ressortissants des différentes régions pendant les guerres d'indépendance, non seulement à des fins d'unité d'action sur les fronts de bataille, d'un point de vue stratégique dans la coopération militaire comme l'a montré la jonction faite au Pérou par Bolivar et San Martin entre le Nord et le Sud du continent, pour venir à bout du colonialisme, mais aussi pour préfigurer la *nation américaine* préconisée par certains de façon implicite ou explicite. L'engagement de Bolivar et d'autres au delà de leurs régions d'origine respectives dans la lutte pour la libération de l'Amérique du joug colonial atteste d'une attitude militante au service de l'union du sous continent et constitue une marque de la volonté politique historique des dirigeants du mouvement d'émancipation d'œuvrer à la formation d'une Amérique hispanique unie. Manifestement, la formation d'une nation (hispano-) américaine se profilait déjà à l'horizon et bientôt elle allait devenir un projet politique.

II. L'idéal bolivarien ou le mythe fondateur de l'intégration latino-américaine

Dès l'indépendance Simon Bolivar tente donc de concrétiser, sous une forme institutionnelle, l'idée d'une union politique de tous les Etats américains issus de la colonisation espagnole, évoquée et souhaitée dans la Lettre de Jamaïque. Fort de l'expérience de la Grande Colombie qu'il était parvenu à former en regroupant la Colombie, le Venezuela, l'Équateur et le

¹⁵ Roberto Martinez Le Clainche, *La ALALC/ALADI*, México, El Colegio de México, Jornadas 106, 1984, p. 17.

¹⁶ Eduardo Galeano, *Las venas abiertas de América Latina*, Habana, Casa de las Américas, 1971, p. 456.

Panama actuels, et dont il était le président, il envisage par la suite la création de la Confédération andine composée de la Grande Colombie, du Pérou et de la Bolivie. L'objectif de Bolivar étant l'union du sous-continent, il propose aux gouvernements des républiques de Colombie, du Mexique, du Rio de la Plata, du Chili et du Guatemala la réunion, en 1826 à Panama, d'une assemblée de plénipotentiaires de chaque État pour former une confédération. Malgré les absences du Chili et du Rio de la Plata, la conférence eut lieu et s'acheva par la signature d'un accord dénommé **Tratado de Union, Liga y Confederacion Perpetua** conclu à Panama, en 1826, qui stipule que :

El objeto de este pacto perpetuo, será sostener en común, defensiva y ofensivamente, si fuere necesario, la Soberanía e Independencia de todas y cada una de las Potencias Confederadas de América contra toda dominación extranjera, y asegurarse desde ahora para siempre, los gozes de una paz inalterable, y promover, al efecto, la mejor armonía y buena inteligencia, así entre sus pueblos, ciudadanos y súbditos respectivamente, como con las demás potencias con quienes deben mantener o entrar en relaciones amistosas¹⁷.

Mais le projet ne vit pas le jour. L'expérience de la Grande Colombie fut éphémère et le projet de la Confédération andine n'aboutit point. La Fédération Centraméricaine formée en 1823 par le Guatemala, le Salvador, le Honduras, le Nicaragua et le Costa Rica n'eut guère plus de réussite, elle se désagrégea en 1838.

En dépit de ces échecs, l'idéal bolivarien ne sera pas abandonné. L'objectif sera poursuivi. Car, si l'indépendance avait été acquise grâce à un effort collectif, porté par une dynamique unioniste, son avenir devait également se construire sous le signe de l'union des États du sous-continent afin de la préserver, conformément au vœu exprimé par Bolivar dans sa lettre adressée aux gouvernements conviés à la conférence amphictyonique de Panama en 1826, où il écrit :

Después de quince años de sacrificios consagrados a la libertad de América por obtener el sistema de garantías que, en paz y guerra, sea el escudo de nuestro destino, es tiempo ya de que los intereses y las relaciones que unen entre sí a las repúblicas americanas, antes colonias españolas, tengan una base fundamental que eternice, si es posible, la duración de estos gobiernos...

¹⁷ Roberto Martinez Le Clainche, *op. cit.*, p. 21-22.

Entablar aquél sistema y consolidar el poder de este gran cuerpo político, pertenece al ejercicio de una autoridad sublime que dirija la política de nuestros gobiernos (...) Tan respetable autoridad no puede existir sino en una asamblea de plenipotenciarios, nombrados por cada una de nuestras repúblicas y reunidos bajo los auspicios de la victoria obtenida por nuestras armas contra el poder español (...)

El día que nuestros plenipotenciarios hagan el canje de sus poderes, se fijará en la historia diplomática de América una época inmortal¹⁸.

Pour y parvenir trois autres congrès seront organisés après celui de Panama.

D'abord à Lima, à l'initiative du gouvernement péruvien, du 11 décembre 1847 au 1^{er} mars 1848. Les participants, Bolivie, Chili, Équateur et Pérou, y signèrent un **Traité de Confédération** dans le préambule duquel on peut lire :

Las repúblicas hispanoamericanas, unidas por lazos de origen, idioma, religión y costumbres ; por su situación geográfica ; por la causa común que han defendido ; por la analogía de sus instituciones y sobre todo por sus intereses comunes, no pueden considerarse sino como partes de una misma nación, que deben unir sus fuerzas y sus recursos para eliminar todos los obstáculos que se oponen al destino que les ofrece la naturaleza y la civilización¹⁹.

Le second qui se tint à Santiago, au Chili, du 15 septembre 1856 au 3 juin 1857 réunit, outre le pays organisateur, l'Équateur et le Pérou, et se conclut par un accord dénommé **Tratado Continental**. Le dernier congrès fut organisé de nouveau à Lima du 14 novembre 1864 au 13 mars 1865. Un plus grand nombre de pays y participèrent : la Bolivie, le Chili, la Colombie, l'Équateur, le Salvador, le Guatemala, le Pérou et le Venezuela. Chaque fois la motivation et la conclusion furent les mêmes, la défense de l'indépendance face aux menaces des puissances extérieures : d'abord l'Espagne qui cherchait à reconquérir des territoires de ses anciennes colonies, ensuite les inquiétudes suscitées par l'expansion des États-Unis dans le Nord mexicain, ou encore l'occupation du territoire mexicain par la France. Ce que corrobore le Traité d'union et d'alliance défensive signé à l'issue du second congrès de Lima, qui

¹⁸ Simón Bolívar, *op. cit.*, p. 136.

¹⁹ Roberto Martínez Le Clainche, *op. cit.*, p. 26.

appelle pour la dernière fois à confédérer les pays hispano-américains pour faire face à l'intervention étrangère.

Les enjeux commerciaux et économiques qui avaient braqué les Créoles contre la métropole et provoqué des sentiments anti-coloniaux ayant contribué à la naissance du nationalisme américain et à la rupture avec l'Espagne sont passés sous silence et relégués au second plan. La préoccupation majeure reste la sauvegarde de la souveraineté et de l'indépendance de l'Amérique hispanique. Alors même que certains Créoles intégraient le volet des relations commerciales dans les accords envisagés, comme ce fut le cas de l'union proposée par le Mexique aux pays de l'Amérique du Sud qui prévoyait une ***alianza ofensiva y defensiva y un tratado de comercio***. La mission de négocier cet accord fut confiée, en 1813, à un certain Simon Ortiz y Ayala, par les chefs patriotes mexicains Ignacio Rayón et Morelos. Ortiz allait parcourir pratiquement toute l'Amérique du Sud jusqu'en 1818, année où il arriva à Buenos Aires après être passé par Cartagena, Bogota, Caracas, Lima, Quito, Guayaquil et Santiago les années auparavant, sans le moindre succès.

De toute évidence, les projets d'union proposés aux toutes jeunes républiques hispano-américaines avaient une vocation essentiellement défensive. En ce sens, écrit German A. De la Reza, l'unionisme se bornait à l'activation de l'identité hispano-américaine pour faire face à la menace européenne. Dans ce contexte, le choix de la confédération apparaît comme le résultat d'une approche fonctionnelle qui aboutissait à la nécessité d'un engagement minimum comme seule alternative à la désagrégation²⁰.

En définitive, le sentiment d'appartenance à une même nation du fait de l'origine, de la langue et de l'histoire communes aux anciennes colonies, qui servait de justification à la recherche de l'union des États du continent n'empêchera pas son morcellement. L'indépendance de l'Amérique hispanique se soldera par sa désintégration en dix-neuf États,

Como cuando desplomado el imperio romano, cada desmembración formó un sistema político conforme a sus intereses y situación o siguiendo la ambición particular de algunos jefes, familias o corporaciones²¹.

Comme l'avait si bien pressenti Bolivar. Dès lors l'État va faire la société ou, plus exactement, va créer la nation. À partir de ce qui était au départ une seule nationalité, l'espagnole, donner naissance à différentes nationalités

²⁰ German A. De la Reza, *op. cit.*, p. 41.

²¹ Simón Bolivar, *op. cit.*, p. 67.

correspondant aux différents États²². En lieu et place de la nation (hispano) américaine souhaitée par le *Libertador*.

En réalité, l'Amérique (hispanique) n'était pas prête à mettre sur pied une union cohérente pouvant asseoir les fondations d'un État continental fédéral ou confédéral, quel que fût l'objectif visé (union politique défensive ou autre). La volonté d'union affichée et les efforts déployés dissimulaient à peine de très nombreux écueils de tous ordres.

Les projets d'union ne faisaient pas l'unanimité. Des divergences existaient sur l'idée d'un État continental quelle qu'en fût la nature ; et certains s'y opposèrent. Les autorités de Buenos Aires qui n'y étaient pas favorables le firent savoir à l'émissaire de Bolivar, Joaquin Mosquera, lors de sa tournée en vue de négocier des accords bilatéraux avec la Grande Colombie. A cette occasion, Rivadavia, alors ministre,

Consideraba conveniente negociar separadamente con España y con cualquier nación europea para el reconocimiento de la independencia²³.

C'est pourquoi, contrairement aux étapes du Pérou et du Chili où il avait signé un *Tratado de Unión, Liga y Confederación*, à Buenos Aires, Mosquera n'obtint qu'un *Tratado de Amistad y Alianza*.

D'autres, comme Juan Egaña, n'hésitèrent pas à émettre des réserves dans leurs projets. Quoique favorable à l'union des peuples américains qu'il préconisait, il pensait que :

Los pueblos de América necesitan que quedando privativa a cada uno su economía interior, se reúnan para la seguridad exterior...²⁴

Ces divergences sont symptomatiques de ce qui s'apparente à des rivalités de leadership, sur fond d'ambitions personnelles et de défense d'intérêts locaux par les oligarchies, comme l'avait dénoncé Bolivar qui écrivait :

(...) situaciones diversas, intereses opuestos, caracteres desemejantes (que) dividen a la América²⁵.

22 Pierre Bon, « l'État en Amérique latine », in : *l'Amérique latine*, n° 98, Paris, Seuil, 2001, p. 23.

23 Edmundo A. Heredia, *op. cit.*, p. 224.

24 Edmundo A. Heredia, *op. cit.*, p.195.

25 Simón Bolivar, *op. cit.*, p. 74.

Si certains n'adhèrent pas pleinement, ou pas du tout au projet de Bolívar, c'est parce qu'ils ne souhaitent pas voir son influence s'étendre jusqu'à leurs territoires et qu'ils refusent d'être sous son autorité.

América era un continente demasiado vasto y un concepto demasiado vago para atraer la lealtad individual²⁶.

S'unir pour défendre l'indépendance et la souveraineté de l'Amérique, c'était pour eux tout simplement défendre leurs propres intérêts d'abord. Bolívar en avait pleinement conscience et il savait que l'union qu'il appelait de tous ses vœux ne pouvait se réaliser dès l'accession à l'indépendance, tant l'ambition était titanesque, voire utopique, et les écueils nombreux. Il dira :

Yo deseo más que otro alguno ver formar en América la más grande nación del mundo (...) Aunque aspiro a la perfección del gobierno de mi patria, no puedo persuadirme que el Nuevo Mundo sea por el momento regido por una gran república (...) Para que un solo gobierno dé vida, anime, ponga en acción todos los resortes de la prosperidad pública, corrija, illustre y perfeccione al Nuevo Mundo, sería necesario que tuviese las facultades de un Dios, y cuando menos las luces y virtudes de todos los hombres²⁷.

C'est pourquoi, clairvoyant et pragmatique, il entrevoit dans un premier temps une intégration sous-régionale dont il présage, par exemple que :

Los estados del istmo de Panamá hasta Guatemala formaran quizá una asociación, (...) La Nueva Granada se unirá con Venezuela, si llegan a convenirse en formar una república central (...) ²⁸.

comme phase initiale d'un processus régional, intégral à terme, qui s'accomplirait

« en alguna época dichosa de nuestra regeneración », écrivait-il, convaincu que « otra esperanza es infundada »²⁹.

Le mythe fondateur de l'intégration latino-américaine était né, incarné par son meilleur apôtre, Simón Bolívar, devenu ainsi la figure emblématique

²⁶ John Lynch, *op. cit.*, p. 29.

²⁷ Simón Bolívar, *op. cit.*, p. 71-72.

²⁸ *Ibidem*, p. 73.

²⁹ Simón Bolívar, *op.cit.*, p. 74.

de l'union de l'ensemble du sous-continent au sud du Río Grande. Sa pensée sera prédominante et permanente, devenant la référence de tous ceux qui oeuvreront à la construction de l'intégration de l'Amérique latine, sous quelque forme que ce soit, et quelle que soit l'époque.

Malgré les échecs des premières tentatives d'intégration (Grande Colombie, Conférence de Panama, Fédération Centraméricaine), et des différents congrès organisés après celui de Panama, l'idéal bolivarien fera son chemin. La conscience (latino-) américaine, fondement de l'idée d'une nation continentale latino-américaine, survivra à la naissance des États et des nationalismes subséquents, se muant en une sorte de conscience idéologique relayée de génération en génération, et qui fera persister l'idéal intégrationniste dans l'ambition des hommes politiques, la volonté de nombreux intellectuels de tous les pays d'Amérique latine et dans l'inconscient collectif des Latino-américains.

III. De l'Américanisme hispano-américain au latino-américanisme : la consolidation de l'esprit continental latino-américain

Bien avant les écrits et l'action politiques de Bolivar, on trouvait déjà en Amérique les germes d'un esprit continentaliste. De nombreux penseurs souhaitent voir les colonies espagnoles s'unir, soit dans le but de la lutte anticoloniale, soit dans la perspective de la formation d'un État fédéral ou confédéral après les indépendances. Outre Francisco de Miranda que nous avons déjà évoqué, d'autres personnalités ont promu aussi cette idée d'union de l'Amérique hispanique. Il y eut par exemple le Chilien Juan Martínez de Rosas qui proposa, au début des révolutions d'indépendance, dans son ouvrage intitulé *Catecismo Político-cristiano*, l'établissement d'un gouvernement provisoire pour son pays jusqu'à la formation d'une Confédération d'États. On le retrouve aux côtés du juriste Juan Egaña que la junte révolutionnaire chilienne avait chargé de rédiger un *Proyecto de Declaración de Derechos del Pueblo de Chile* dans lequel ils proposent la réunion de un *Congreso General Americano*, dans le but d'assurer la sécurité extérieure des futurs États contre les projets des nations européennes. En 1818, Bernardo O'Higgins suggère l'idée d'une Conférence Sudaméricaine. En 1822, le Hondurien José Cecilio del Valle publie son projet de *Federación Americana* et d'organisation au Costa Rica d'un *Congreso General* pour en établir les bases. En 1824, l'Argentin Bernardo Monteagudo écrivit un *Ensayo sobre la necesidad de una Federación General entre los Estados Hispanoamericanos y plan de su organización*.

Comme on peut le voir, sur cette liste non exhaustive, les réflexions, les projets viennent de partout en Amérique. Et, même si leur portée reste limitée, ces idées n'en constituent pas moins les prémices d'une volonté d'union qui allait s'affirmer avec plus de détermination grâce à Bolivar, le « *gran protagonista, gran propulsor, gran idealista de la integración* », selon Edmundo A. Heredia³⁰.

Son mérite est d'avoir transformé le rêve de bon nombre d'Américains en réalité. En créant la Grande Colombie il a prouvé que l'objectif de l'intégration (l'union disait-on alors) était réalisable. Par cette expérience il a posé le premier jalon d'une œuvre commune chère à tous les (Latino-) américains : l'unification de l'Amérique hispanique et il en a montré le chemin. Dès lors, tous les espoirs semblent permis. Alors que les projets politiques n'aboutissent pas et que les politiques semblent moins solidaires au fur et à mesure que s'éloignent les menaces des puissances européennes, celle de l'Espagne en particulier, l'impact idéologique de la pensée du *Libertador* est manifeste chez les intellectuels qui vont se mobiliser pour relayer les initiatives politiques, défendre et vulgariser l'idéal bolivarien. Des cercles d'intellectuels vont se former en Europe et en Amérique autour des années 50 du XIX^e siècle. C'est ainsi qu'en 1862 est fondé, à Valparaiso au Chili, un mouvement intellectuel dénommé *Unión Americana*, qui va se ramifier dans plusieurs pays hispano-américains. À la même époque apparaît, comme un fruit de la cogitation intellectuelle, le concept *América latina* ou *Latinoamérica*. Son promoteur, le Colombien José María Torres Caicedo, publie à Paris, en 1865, en même temps que se tient le Second Congrès Américain de Lima, son livre intitulé *Unión Latinoamericana*. En 1879, il fonde, toujours à Paris, la *Sociedad de la Unión Latinoamericana*, qui sera active pendant plusieurs années dans de nombreux pays.

Progressivement, le nouveau concept va se généraliser et être adopté pour fonctionner comme le nouveau dénominateur commun d'un espace géographique incluant non seulement l'Amérique hispanique, mais quasiment tout l'hémisphère sud du continent américain. Cette dénomination, contribua ainsi à conforter l'esprit continentaliste et à renforcer l'idée de construction d'un État (fédéral ou confédéral) et de formation d'une seule nationalité. Car, pour créer une seule nation il fallait aussi lui trouver un nom. Le combat pour l'union des États du continent mené par les intellectuels allait par conséquent désormais se faire au nom de l'Amérique latine, et il donna naissance au latino-américanisme.

³⁰ Edmundo A. Heredia, *op. cit.*, p. 206.

Le latino-américanisme va donc succéder à l'américanisme hispano-américain des indépendances et dessiner implicitement la configuration du nouvel espace géopolitique visé par l'union projetée depuis les luttes pour l'émancipation américaine et, partant, celui de la sphère de l'intégration latino-américaine. Ce, d'autant que le concept d'Amérique latine, antithèse de l'Amérique anglo-saxonne d'un point de vue culturel et historique, apparaît au moment où les pays d'Amérique latine ont pris conscience de la nouvelle menace que constitue les États-Unis, après leur expansion vers le Sud, marquée par l'annexion du Texas, l'invasion et le démembrement du Mexique (perte du Nouveau Mexique et de la Californie) et les déprédations du flibustier Walker en Amérique centrale.

Comme les penseurs et les révolutionnaires du mouvement d'émancipation qui se servirent de l'américanisme pour mener la lutte anti-coloniale contre l'Espagne, certains intellectuels vont opposer le latino-américanisme à l'impérialisme des États-Unis. Arturo Ardao, par exemple, est sans équivoque là dessus. Il affirme :

Surgió y se desarrolló el latino-americanismo como forma de conciencia y unión de una nacionalidad grande, para resistir la expansión avasalladora de Estados Unidos³¹.

Certes, la méfiance à l'égard des États-Unis et le sentiment de résistance qu'elle a engendré ont été prépondérants dans la manifestation du latino-américanisme en tant que conscience idéologique pour se prémunir du danger que représentait ce pays pour l'intégrité territoriale et la souveraineté de l'Amérique latine, mais on ne saurait réduire la portée du concept à son expression anti-impérialiste.

La crainte de l'ennemi extérieur ne peut, à elle seule, justifier et définir le latino-américanisme qui est aussi et (peut-être même) avant tout l'expression indéniable d'un sentiment d'appartenance à une communauté liée par des affinités qui renvoient forcément à l'étymologie du concept (Amérique latine), à l'histoire et à la géographie du continent. De ce point de vue, le latino-américanisme peut se concevoir indépendamment de toute considération sécuritaire ou relationnelle avec le monde extérieur, comme volonté d'unir les Latino-américains aux objectifs de développement du sous continent.

³¹ Prólogo, in : Arturo Ardao, *América Latina : una nación de repúblicas*, Cámara de representantes, República Oriental de Uruguay, p. XVIII.

Cette approche là, si elle n'a pas souvent été mise en avant, semble néanmoins avoir été suggérée par certains dans la diversité d'opinions qui se sont exprimées très tôt après les indépendances pour envisager le devenir de l'Amérique (latine). C'est le cas de Juan Bautista Alberdi qui, dans un document rédigé en vue du premier Congrès de Lima (1847-1848), alors même que le Mexique était envahi par les États-Unis, appelait déjà à dépasser le seul objectif de l'union politique défensive qui avait prévalu dans le contexte des indépendances et qui focalisait encore les efforts des gouvernements, pour amorcer une coopération multiforme qui prenne en compte et mette l'accent sur les enjeux futurs de développement et de progrès de l'Amérique (latine). À savoir : l'éducation et la science, la construction des infrastructures routières et, surtout, le commerce et l'industrie. Il écrivait alors :

Antes de 1825 la causa americana estaba representada por el principio de la independencia territorial : conquistado ese hecho, hoy se representa por los intereses de su comercio y prosperidad material. La actual causa de América es la causa de su población, de su riqueza, de su civilización y provisión de rutas, de su marina, de su industria y comercio (...) A la santa alianza de las monarquías militares de la Europa, quiso Bolívar oponer la santa alianza de las repúblicas americanas, y convocó a este fin el Congreso de Panamá (...) No es el programa de Panamá el que debe ocupar el congreso; no es la liga militar de nuestro continente, no es la centralización de sus armas lo que es llamado a organizar esta vez (...) La época política y militar ha pasado : la han sucedido los tiempos de las empresas materiales, del comercio de la industria y riquezas. Se ha convenido en que es menester empezar por aquí para concluir por la completa realización de las sublimes promesas de órgano político contenidas en los programas de la revolución (...) El mal que la gran junta curativa es llamada a tomar bajo su tratamiento no es mal de opresión extranjera, sino mal de pobreza, de población, de atraso y miseria³².

Le message ne sera pas entendu. Le pragmatisme d'Alberdi semblait être une vision trop avant-gardiste dans le contexte de l'époque et son projet difficile à mettre en pratique sur les ruines des guerres d'indépendance. La reconstruction des nouveaux États étant la priorité, la coopération qu'impliquait logiquement l'union souhaitée par les Américains en dépendait.

³² Juan Bautista Alberdi, « Sobre la conveniencia de un congreso general americano », in : *Latinoamérica (cuaderno de cultura latino-americana)*, n° 42, Universidad Autónoma de Mexico, p. 13.

En outre, la situation politique de chaque pays étant différente, l'harmonisation des objectifs n'était pas évidente à ce stade. Néanmoins, la vision d'Alberdi était très pertinente et elle sera prise en compte par la postérité. Le développement des relations commerciales est bien à l'ordre du jour de l'intégration économique dans les différents processus en cours aujourd'hui.

Conclusion

L'indépendance de l'Amérique hispanique devait permettre l'avènement d'une seule nation rassemblant toutes les anciennes colonies espagnoles. Mais les conditions dans lesquelles cette indépendance fut acquise sapèrent le fondement même de l'unité que l'on cherchait à (re) construire. L'unité politique de l'Amérique hispanique ne reposait pas sur des affinités culturelles, historiques ou géographiques, mais sur une institution : la Couronne d'Espagne, à laquelle elle était liée. La rupture avec l'Espagne provoqua un vide institutionnel, caractérisé par une absence d'autorité de direction et de référence reconnue par les populations d'Amérique. Ce vide institutionnel ouvrit donc la voie à la conquête du pouvoir par les Créoles.

Bien inspirés après avoir constaté la vacance du pouvoir en Espagne, consécutive à la captivité du roi après l'invasion de la Péninsule ibérique par Napoléon, en 1808, les Créoles déclarèrent :

Si falta rey, al cual estamos unidos, nuestra nación queda automáticamente libre, y la soberanía, que había sido depositada en él, revierte al pueblo que puede, por lo mismo, darse el gobierno que mejor le plazca³³.

Au Mexique, on en tira donc la conclusion suivante :

Si no había rey en España, no podía haber virrey en México, ni ninguna otra de las autoridades que la recibían de él³⁴.

Comme il n'y avait pas une seule autorité représentant la Couronne pour toute l'Amérique, il va de soi que par rapport à une telle logique, chaque contrée d'Amérique où il y avait un exécutif (vice-roi, gouverneur, etc...), crut devoir désigner ses responsables politiques.

³³ Manuel Rodríguez Lapuente, *Historia de Iberoamérica*, Barcelona, ed. Ramón Sopena, S.A., 1969, p. 424.

³⁴ Ibidem, p. 424.

À l'inverse de ce qui s'était produit en Espagne où l'union matrimoniale des couronnes de Castille et de Aragon scellèrent l'unité de la nation espagnole, qui permit de parachever la reconquête de son territoire, de s'élancer à l'assaut de l'Amérique et de bâtir un empire plus grand, les conquistadors des indépendances américaines, allaient s'ériger en *caudillos* et s'illustrer par leur antagonismes. Ces antagonismes rendirent les nouveaux États vulnérables et instables, et les forces centrifuges s'imposèrent, favorisant le développement séparé au détriment de l'ambition continentale commune.

El caudillismo, (écrit Lynch) reflejaba la debilidad de las instituciones republicanas, que ni tranquilizaban ni convencían, y que no podían de modo inmediato cubrir la brecha dejada por el colapso del gobierno colonial³⁵.

Bolivar espérait-il incarner l'autorité qui faisait défaut à l'Amérique pour garantir son unité politique dès l'indépendance et combler le vide institutionnel laissé par la Couronne d'Espagne, en rassemblant autour de son idéal toute l'Amérique hispanique ? Peut-être y songeait-il en tentant de mettre sur pied à Panama une institution continentale représentative dans laquelle tous les Américains se reconnaîtraient. Ce fut hélas peine perdue! « *La más grande nación del mundo* » dont il rêvait ne put se construire. Mais son idéal a fait école, et Bolivar a marqué de son empreinte l'histoire contemporaine de l'Amérique latine par ses actes et sa pensée politiques. A cet égard, sa rencontre avec San Martín restera un symbole politique fort; la Grande Colombie une preuve concrète de sa volonté politique; ses idées (la Lettre de Jamaïque surtout) un bréviaire politique.

Depuis Bolivar, l'idée de l'intégration de l'Amérique latine est toujours d'actualité. Mais sa réalisation reste problématique. L'échec de l'union politique qu'il avait projetée a, cependant, posé le problème de la nature de l'intégration à construire et de la stratégie de sa mise en œuvre. Quelle intégration pour l'Amérique latine et comment y parvenir ? Tel est le défi qui est posé à l'Amérique latine dans ce projet, et que les Latino-américains ont tenté et tentent toujours de relever en essayant d'autres formes d'association que politique, ou continentale, et en les adaptant aux réalités et à l'évolution de la région et du monde, depuis deux siècles.

Jacques NZIENGUI-MAMBOUNDOU
Université Omar Bongo de Libreville

³⁵ John Lynch, *op. cit.* p.349.

Bibliographie

Ouvrages

- BOLIVAR, Simón, *Escritos políticos*, México, Editorial Porrúa, 1986, 217 p.
- GALEANO, Eduardo, *Las venas abiertas de América Latina*, La Habana, Casa de las Américas, 1971, 467 p.
- LYNCH, John, *Las revoluciones hispanoamericanas 1808-1826*, Barcelona, Editorial Ariel, 1998, 382 p.
- RODRIGUEZ LAPUENTE, Manuel, *Historia de Iberoamérica*, Barcelona, Editorial Ramón Sopena.
- MARTINEZ Le CLAINCHE, Roberto, *La ALALC/ALADI*, México, El Colegio de Mexico, 1984, 187 p.
- PACHECO QUINTERO, Jorge, *El Congreso Anfictiónico de Panamá y la política internacional de los Estados Unidos*, Bogotá, Editorial Kelly, 1971, 170 p.

Articles

- ALBERDI, Juan Bautista, « Sobre la conveniencia de un congreso general americano », in : *Latinoamérica (cuaderno de cultura latinoamericana)*, n° 42, Universidad Autónoma de México, p. 3-25.
- ARDAO, Arturo, « América latina : una nación de repúblicas », Cámara de representantes, Republica Oriental de Uruguay, p. XVII-XLI.
- ARDAO, Arturo, « Nacionalidad y continentalidad en América latina », in : *Nuestra América Latina*, Montevideo, Ediciones de la Banda Oriental, 1990, p. 46-63.
- BON, Pierre, « L'État en Amérique latine », in : *L'Amérique latine*, n° 98, Paris, Seuil, 2001, p. 17-36.
- HEREDIA, Edmundo A., « Primeras misiones integracionistas latinoamericanas (1810-1826) », in : *Anuario de estudios americanos*, Sevilla, Escuela de Estudios Hispanoamericanos, 1993, p. 187-241.
- MALAMUD, Carlos, « El comercio colonial », in : *Historia de América* (temas didácticos), Madrid, Editorial Universitas S.A., 1993, 525 p.
- MOUTOUKIAS, Zacarias, « El comercio interregional » in : *Historia general de América latina III 1 (consolidación del orden colonial)*, Paris, Ediciones Unesco/Editorial Trotta, 2000, 406 p.
- REZA, German A. De la, « Entre l'utopie et la « connaissance des moyens » (les premiers essais d'intégration latino-américaine) », in : *Enjeux et limites de l'intégration latino-américaine*, IHEAL édition, 2001, p. 27-46.
- SBERRO, Stefan, « L'intégration régionale en Amérique latine : le mythe de Sysiphe », in : *L'Amérique latine*, n° 98, Paris, Seuil, 2001, p. 49-60.